

# “Pour trouver l'équilibre d'ici 2018, IL FAUDRA 7 À 8 MILLIARDS €”

▶ Le commissaire au Plan Philippe Donnay estime que l'effort budgétaire sera plus important encore à très court terme.

▶ Depuis l'annonce d'un nouveau trou de 4,2 milliards d'euros dans le budget fédéral, le gouvernement Michel se fait littéralement lapider par l'opposition. Logique, de bonne guerre même. Sauf que peu de partis offrent des pistes concrètes pour endiguer un déficit budgétaire risquant de peser sur le pouvoir d'achat des ménages à très court terme. Pour le commissaire au bureau du Plan Philippe Donnay, “cela fait plusieurs mois que nous disons que la facture sera de 4 milliards d'euros.”

mal !” Mal à qui ? “À tout le monde même si c'est le consommateur-citoyen qui paiera d'une manière ou d'une autre. Il n'y a pas une mesure qui ne fera pas mal à quelqu'un.”

“C'est le consommateur-citoyen qui paiera d'une manière ou d'une autre”

Pour ce spécialiste, en son temps directeur du centre d'études du CDH (Cepess), plusieurs facteurs expliquent cette nouvelle tuile budgétaire.

“La croissance économique faible a raboté les recettes fiscales et dopé les dépenses publiques; le Brexit a, quant à lui, plombé les perspectives de croissance. Sans oublier le fait que le gouvernement a fait certaines erreurs d'estimations en matière d'accises”, explique Philippe Donnay. Sur ce dernier point, “le gouvernement n'a pas tenu compte de l'élasticité des agents écono-

miques (les consommateurs, les entreprises, NDLR). En clair, ils s'adaptent à la réalité économique qu'on leur impose.”

**UN EXEMPLE ?** “Le gasoil routier, pour les camions qui transitent par la Belgique, est un cent plus cher en Belgique qu'en France ou aux Pays-Bas. Du coût, les camions font le plein chez nos voisins et on perd les accises. Idem pour la consommation de produits courants. L'impact économique des Belges faisant leurs courses de l'autre côté de la frontière (en France surtout) est très fort car une grande partie de la population belge vit à maximum 50 kilomètres d'une frontière.”

Une autre explication nous renvoie un peu plus loin dans le temps. “Aujourd'hui, on est content avec 1,5 % de croissance. Mais le point de croissance perdu à cause de la crise, on le paye cash maintenant.”

Mathieu Ladevèze

**ET SES PRÉVISIONS** pour 2018 sont encore plus pessimistes. “Si l'on veut respecter l'équilibre d'ici 2018, il faudra trouver 7 à 8 milliards d'euros !” Autant dire que, “si le gouvernement veut atteindre l'équilibre de façon brutale, ça fera très

## Quelques pistes pour récupérer les 4,2 milliards d'euros

Les pistes pour récupérer les 4,2 milliards d'euros indispensables à l'équilibre budgétaire que s'est fixé le gouvernement fédéral sont très nombreuses. Certaines risquent de briser des tabous, d'autres semblent irréalistes, la plupart risquent de faire – une nouvelle fois – mal au portefeuille. Petit état des lieux non-exhaustif des pistes évoquées au sein de l'exécutif et ailleurs.

**Augmenter la TVA d'un point (à 22 %)**  
Elle touche le plus grand monde sans dis-

tingtion de revenus. “C'est le monstre du Loch Ness qui ressort à chaque conclave budgétaire”, commente Philippe Donnay, commissaire au bureau du Plan. Elle engendrerait, par ailleurs, un saut d'index, un vieux fantasme systématiquement recalé.

### Taxer le capital

“Beaucoup de choses ont déjà été faites mais on peut encore mettre en place une taxe sur certaines opérations boursières.”

### Taxer l'épargne

“Encore un tabou”, note Philippe Donnay. “On pourrait limiter au maximum la fraude de la multiplication des carnets d'épargne en les faisant passer dans l'avertissement-extrait de rôle. En rythme de croisière, ça pourrait rapporter pas mal d'argent.”

### Limiter les dépenses

“On peut tenter de réorganiser la sécurité sociale pour plus d'efficacité mais cela prend du temps. Et comme pour toute restructuration, ça coûte de l'argent au début. Ou alors, tailler dans les frais de personnel dans les départements publics. Mais cela aura un impact sur la croissance économique et, de plus, je pense qu'il n'y a plus beaucoup à tailler dans ce secteur.”

### Les grands investissements publics

Des gros investissements publics, comme récemment annoncés par Charles Michel mais sur les industries de réseau, que ce soit en matière de mobilité, d'énergie, de télécommunications. On emprunte de l'argent maintenant mais ça rapportera plus tard.

M. L.